CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA FEMME TRAVAILLEUSE ET LE DIALOGUE SOCIAL

Une charte nationale en chantier

Intervenant hier, lors de la conférence nationale sur la femme travailleuse et le dialogue social, Abdelmadjid Sidi-Saïd a mis l'accent sur le fait que les femmes étaient sous-représentées concernant les activités syndicales. Il évoquera, à cet effet, l'éventualité d'aller vers la création d'une fédération des femmes.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Intervenant pour sa part à l'ouverture de la rencontre, Souad Bendjaballah, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, a rappelé la nécessité de l'implication de la femme dans le secteur économique et dans le dialogue social pour préserver les acquis. «Cette conférence fera le bilan de ce qui a été fait et de ce qui reste à faire concernant les droits des femmes», a par ailleurs assuré la ministre.

Pour sa part, Mohamed Benmeradi, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, a déclaré que les femmes expriment une frilosité concernant les dispositifs d'aide à l'emploi des jeunes et pour la création de leurs propres entreprises.

Ainsi et selon le ministre, 20 000 micro-entreprises Cnac en 2013 ont été créées dont seulement 10% prises en charge par les femmes.

Pour l'Ansej, 43 000 entreprises ont été créées dont seulement 8% des projets ont été créés par les femmes.

Le ministre évoquera la nécessité d'aller vers davantage de transparence dans le marché du travail et une meilleure formation des femmes dans les milieux ruraux.

Photo : DR

Souad Bendjaballah veut impliquer la femme dans les questions économiques et sociales.

Abdelmadjid Sidi-Saïd, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens, dira par ailleurs que les femmes sont sous-représentées pour ce qui est des activités syndicales, et ne sont pas acceptées en tant que femmes syndicalistes.

La seule solution pour Abdelmadjid Sidi-Saïd est de passer par la formation syndicale. Ainsi et selon l'intervenant, parmi les 50 000 formés dans le cadre syndical, 45% sont des femmes. La conférence nationale qui s'étale sur deux journées sanctionne une série de quatre séminaires régionaux de formation, auxquels ont pris part 140 représentantes des femmes travailleuses de différents secteurs d'activités, syndicats, organisations patronales et associations.

L'objectif de la conférence étant de renforcer le rôle économique de la femme travailleuse, de promouvoir ses droits ainsi que d'enrichir et d'adopter le projet de la charte de la femme travailleuse proposée par les quatre séminaires régionaux.

Un comité intersectoriel sera créé et chargé du suivi de la mise en œuvre de la charte de la femme, adoptée lors de la conférence qui prend fin aujourd'hui.

F.-Z. B.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS À TLEMCEN :

«La priorité sera donnée aux entreprises algériennes»

C'est sous une pluie battante que le ministre des Travaux publics, M. Farouk Chiali, a entamé une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tlemcen.

Des projets en cours de réalisation ont été inspectés et d'autres ont été lancés. La modernisation du réseau routier et l'infrastructure portuaire font partie des priorités inscrites dans le prochain plan quinquennal.

Le port de pêche de Sydna Youchaa dans la daïra de Ghazaouet est en cours de réalisation. Cette infrastructure fera certainement sortir ce petit pueblo de son isolement, d'une capacité de 295 unités, avec 65 petits métiers et 20 sardiniers.

La localité de Sydna Youchaa renforcera l'activité de la pêche au niveau de cette façade occidentale de l'Ouest algérien avec la création de 200 emplois directs et 350 temporaires.

Cependant, c'est le réseau routier qui figure en pole position dans le programme 2014-2019. Les échangeurs d'Aïn Youssef et de Remchi sont en voie d'achèvement ce qui aura un impact considérable sur la circulation au nord du chef-lieu qui reste le principal accès à la ville et sur la rocade ouest menant vers la Saoura.

L'aéroport international Messali Hadj a bénéficié d'une opération pour l'agrandissement de la piste, ceci permettra à coup sûr de désengorger l'aéroport d'Oran.

Le nouveau réseau routier est en pleine extension à travers tout le territoire de la wilaya, de la bande frontalière jusqu'à l'entrée de la steppe, les travaux de dédoublement ont atteint une phase importante dans la réalisation, notamment au niveau des axes Maghnia-Ben Mhidi et Tlemcen-Ben Sekrane. Toutefois, c'est la pénétrante Tlemcen-Ghazaouet et le dédoublement Tlemcen- Laricha qui figurent parmi les priorités des plus urgentes signalées, et pour cause, la pénétrante de Ghazaouet désengorgera le port qui connaît une très grande activité touristique et commerciale depuis ces dix dernières années. Quant au dédoublement de l'axe routier Tlemcen-Laricha, il facilitera l'accès vers les wilayas du sud-ouest. Durant le prochain plan quinquennal, les travaux publics et le bâtiment en général ont une importance capitale pour combler un grand déficit en la matière.

Concernant l'implication des entreprises algériennes pour la réalisation de ces nombreux projets, le ministre a été catégorique et nous a déclaré «la priorité, toute la priorité sera donnée aux entreprises algériennes des deux secteurs privé et public», en ajoutant «on ne va pas régler, quand même, le problème de chômage des autres, chez nous, en Algérie».

Voila des propos qui vont certainement rassurer M. Abdelmadjid Dennouni, le patron de la confédération du BTPH.

M. Zenasni

BOUIRA

Vaste opération de ratissage à Ahnif

Depuis dimanche dernier, suite à la découverte par les tailleurs de pierres d'un sac de TNT au lieudit Thassadart relevant de la commune d'Ath-Mansour, limitrophe de la commune d'Ahnif sur lesquelles s'étend la vaste forêt de Thamellahth, réputée comme étant le fief des terroristes d'AQMI, les forces combinées de l'ANP ont déclenché une vaste opération de ratissage.

D'après des sources très au fait de la donne sécuritaire dans la région de M'chédallah, le ratissage qui est supervisé par le commandant du secteur opérationnel de Bouira, aurait été décidé suite aux informations parvenues aux forces de sécurité la semaine dernière et faisant état de la présence dans les parages d'un groupe terroriste appartenant à Aqmi et évalué à huit éléments.

Ces derniers avaient obligé sous la menace, un chauffeur de fourgon, à les conduire vers la forêt de Tamellahth en passant par le village d'Ighil n'Ath-Ameur où des citoyens auraient reconnu ce groupe terroriste qui fut signalé par la suite aux services de sécurité. Aussi, la découverte de ce sac de TNT par les tailleurs de pierres à Thassadart, puis la découverte par les artificiers de l'ANP de trois autres sacs d'explosifs, dans le même endroit après leur déplacement sur les lieux, n'a fait que précipiter cette opération de ratissage pour laquelle les forces combinées de l'ANP se préparaient.

Hier, alors que les hélicoptères de l'ANP continuaient à survoler les lieux, pendant que les éléments de l'ANP bouclaient le périmètre, tous les endroits suspects ont été bombardés à l'artillerie lourde.

H. M.

RETARD DANS LA RÉALISATION DES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT LOCAUX

L'UGCAA pointe du doigt les P/APC

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) estime que les présidents des APC, du moins certains, sont responsables du retard qu'accusent les projets de développements locaux.

Le taux de réalisation du programme présidentiel 2010-2014 comportant la réalisation de plus de 30 marchés de gros, 800 marchés de détails et 1 000 marchés de proximité n'a atteint que les 30%.

C'est le chiffre donné, hier, par le porte-parole de l'UGCAA, El Hadj Tahar Boulnouar, lors d'une conférence de presse sur le thème «les APC et les activités commerciales».

Ce résultat catastrophique, dénonce l'intervenant, est le fruit de la mauvaise gestion des communes. Il évoque l'exemple du marché informel et l'échec de la campagne d'éradication lancée en 2012.

Photo : New Press.

El Hadj Tahar Boulenouar dénonce l'échec de l'éradication des marchés informels.

2 000 points de vente, informels ont été recensés pour éradication avant fin 2012. Même si en 2013, 50% de ces points ont été éradiqués, en 2014, ils sont encore entre 1400 à 1500 points de vente informels. C'est dire, estime l'UGCAA, l'incapacité des premiers responsables des communes à faire face à ce fléau qui, dit-elle, ne relève pas des prérogatives des forces de l'ordre mais des collectivités locales.

L'Ugcaa appelle aussi à la réouverture des 500 espaces de commerces fermés depuis des années afin de permettre aux jeunes chômeurs de les exploiter.

Par ailleurs, l'Ugcaa appelle le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales à procéder à la dissolution des APC qui rencontrent des problèmes de gestion et de fonctionnement.

S. A.